



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

FINANCES 1.4

N° : 2025-11- 66

Nombre de membres composant
le Conseil Municipal : 33

Membres en exercice : 33

Date de convocation :

24 octobre 2025

Date d'affichage :

24 octobre 2025

VOTE :

Pour : 32

Abstentions : 1

Pierre-Marie SALLE

L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ, LE 3 NOVEMBRE 2025

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE.

Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN - Adjoint au Maire,
Michel BARRIERE, Marc LAMBLIN, Gilbert MINELLI, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Michel ROUBY, Jocelyne PAIGNON, Bernard CACACE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Patricia BIZOUERNE, MICHEL NUGUES, Nathalie RIBEMONT, David PEREIRA, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Pierre-Marie SALLE, Corinne, RAOULT, Patricia DJOSSOUVI, Didier BELOT – Conseillers municipaux.

Absents et représentés : Olivier BELLATON (pouvoir à Chantal RATEAU), Sacha CAUDRON (Pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Roger JACOB (pouvoir à Jean-Michel GENESTIER), Lydia TCHARLAIAN (pouvoir à David PEREIRA), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT)

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

**SORTIE D'INVENTAIRE ET DE L'ACTIF
– AUTORISATION DE DECLASSEMENT ET DE
CESSION DE MATERIELS ROULANTS**

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

NOTE DE SYNTHÈSE :

La mise à la réforme d'un bien consiste à le sortir de l'actif pour sa valeur nette comptable en cas de destruction ou de mise hors service.

Le comptable constate l'opération au vu des pièces justificatives transmises par l'ordonnateur (Délibération, vente, mise en destruction).

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20251103-2025-11-66-DE
Date de réception préfecture : 18/11/2025

La gestion des biens relevant du domaine privé de la Ville relève de la compétence du Conseil municipal au sens de l'article L. 2241-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Au titre de l'article L. 2122-21 du CGCT, le Maire est ensuite chargé de l'exécution de cette opération.

Pour les matériels roulants présents dans le tableau annexé, il a été constaté soit que le matériel est non roulant en l'état soit que les réparations de ces matériels pour une remise en état seraient bien trop coûteuses vu l'état de vétusté des véhicules.

Dans ces conditions, il revient au Conseil municipal de prononcer la mise en réforme et d'autoriser Monsieur le Maire à faire procéder à une cession en l'état.

VU l'article L. 2122-22 et l'article L. 2241-1 du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L. 2112-1 et l'article L. 2211-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

CONSIDERANT la nécessité de procéder à la réforme et la cession des véhicules de la commune listés ci-après ;

APRES VALIDE A L'UNANIMITE L'AJOUT DE CETTE DELIBERATION A L'ORDRE DU JOUR, LE CONSEIL MUNICIPAL, UNE FOIS DELIBERE, DECIDE :

ARTICLE 1 : D'AUTORISER la mise à la réforme des biens communaux suivants :

immatriculation	marque	modèle	mise en service
1850-SY-93	RENAULT	GRUE	06/12/1996
606-AKH-93	PIAGGIO	PORTE BENNE	28/04/2008
598-AKH-93	RENAULT	TWINGO 2	28/04/2008
508-ALQ-93	RENAULT	MASTER CABIN	03/07/2008
DN-311-KC	RENAULT	CLIO 3	25/09/2008
BF-987-LC	RENAULT	CLIO 2	29/12/2010
BQ-846-QB	RENAULT	KANGOO PM	27/06/2011
CC-903-JL	CITROEN	NEMO	07/03/2012
CC-915-SG	CITROEN	C3	15/03/2012
CS-394-GH	RENAULT	CLIO 3 PM	28/03/2013
CT-182-MB	NISSAN	NV 200	03/05/2013
DA-255-QJ	CITROEN	C3	21/11/2013

ARTICLE 2 : D'AUTORISER la cession en l'état des véhicules soit par reprise lors d'achat de véhicules nouveaux soit par la mise à la casse pour la valeur des pièces,

ARTICLE 3 : D'AUTORISER Monsieur le Maire à entreprendre toutes les démarches afférentes à cette délibération, notamment à signer toutes pièces administratives, comptables et juridiques s'y rapportant.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20251103-2025-11-66-DE
Date de réception préfecture : 18/11/2025

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits (registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Michel GENESTIER,
Le Maire



La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20251103-2025-11-66-DE
Date de réception préfecture : 18/11/2025